

[Texte]

once it comes to selling it, trading it, holding it, or whatever. By suggesting that a current appraisal be done now... because I think if we had an appraisal that was done six months ago it might not carry the same value as an appraisal being done now.

Mr. Lee: I think this is a credible, sincere attempt to save the Minister of Public Works and his department from any error they may potentially encounter.

• 1705

We can see from the witnesses' testimony and some of the record in relation to Harbourfront Corporation that we are dealing with dissolution and disposition of assets of a significant value—many millions of dollars. We have a parking facility—it may be retained; it may be sold.

But if an asset in a dense urban area that at the present time has a potential annual revenue generation of about \$4 million per year is to be sold, if it is to be plundered, if it is to be sold off, then I think we ought to have in the hands of the Minister of Public Works an appraisal of that asset. The same goes for every other asset, including the pipeline lands. As we have heard in testimony, the assets net out at \$36 million. The total package of assets involves probably closer to \$100 million. I think we want to have good, publicly available appraisals for those before we dispose of assets in the way we appear to be doing here.

Mr. McCreath: Mr. Chairman, may I just briefly say that I greatly respect the intent of my honourable friend, but I respectfully think that what he is proposing is inconsistent with the intent of this bill; therefore it conflicts, and therefore it would be out of order. But if it is your wish to put a motion, we would be pleased to—

The Chairman: You are absolutely correct, Mr. McCreath. The legal counsel advises that indeed the amendment is out of order because it does add an extra step or a condition clearly beyond the scope of the clause and therefore it is not acceptable. For example, the Governor in Council may be opposed to what you have in mind. It is beyond the scope of the clause and therefore it is inadmissible, unacceptable.

Mr. Harb: Mr. Chairman, it is beyond my belief that an amendment that is in the best interests of the country as a whole, such as this one, might be out of context if somebody is just basically saying that before we dispose of this land we should know the value of it. I do not understand what the inconsistency is.

Mr. McCreath: Are you challenging the ruling of the Chair?

Mr. Harb: No, no, I am not challenging the Chair. Never challenge the Chair.

The Chairman: It would be repetition for me to say what I have said before. Legal counsel has advised us that it is unacceptable.

[Traduction]

délibérations sur cette question, quand viendra le temps de vendre, d'échanger, de détenir, etc. En suggérant qu'on procède maintenant à une évaluation... parce que je crois qu'une évaluation a été faite il y a six mois, la valeur ne serait pas la même que si l'évaluation était faite maintenant.

M. Lee: Je crois que c'est là une tentative crédible et sincère de préserver le ministre et son ministère de toute erreur qui pourrait bien les guetter.

Nous pouvons voir d'après les témoignages entendus et une partie du compte rendu concernant la société Harbourfront Corporation que nous traitons de la dissolution d'une société et de la disposition d'actifs ayant une valeur importante—plusieurs millions de dollars. Un terrain de stationnement est en cause. Il peut être conservé ou vendu.

Cependant, si un actif situé dans une zone urbaine fortement développée et représentant actuellement un revenu annuel potentiel d'environ 4 millions de dollars par année doit être vendu, bradé, soldé, je pense bien que le ministre devrait avoir en sa possession une évaluation de cet actif. Il en va de même de tout autre actif, y compris les terres sur lesquelles passent l'oléoduc. On a dit que les actifs nets avaient une valeur de 36 millions de dollars. L'ensemble des actifs auraient plutôt une valeur voisine de 100 millions de dollars. Je pense que nous voulons que de bonnes évaluations de ces actifs soient rendues publiques avant que nous ne nous en débarrassions de la façon que nous semblons le faire présentement.

M. McCreath: Monsieur le président, puis-je simplement dire brièvement que je respecte grandement l'intention de mon honorable ami, mais que je pense que, malgré le respect que je lui dois, sa proposition ne cadre pas avec l'intention du projet de loi; par conséquent, elle est incompatible et doit donc être déclarée irrecevable. Cependant, si vous avez l'intention de faire une proposition, nous serions heureux de...

Le président: Vous avez absolument raison, monsieur McCreath. Le conseiller juridique nous a bel et bien averti que l'amendement était irrecevable, car il ajoute une étape supplémentaire ou une condition qui dépasse de toute évidence la portée de l'article et est donc inacceptable. Par exemple, le gouverneur en conseil peut s'opposer à votre proposition. Elle dépasse la portée de l'article et est donc inadmissible, inacceptable.

M. Harb: Monsieur le président, cela dépasse mon entendement qu'un amendement qui est fait dans le meilleur intérêt du pays, comme c'est le cas du présent amendement, soit irrecevable si quelqu'un dit simplement qu'avant de se débarrasser de ce terrain, nous voulons en connaître la valeur. Je ne comprends pas qu'il y ait là incohérence.

M. McCreath: Contesteriez-vous la décision du président?

M. Harb: Non, non! Je ne conteste pas la décision du président. Il ne faut jamais contester la décision du président.

Le président: Je me répèterais si je disais ce que j'ai déjà dit: le conseiller juridique nous a dit que la proposition est inacceptable.